



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83097 – TOULON CEDEX

**ACCORD - CADRE DE PRESTATIONS DE GEOMETRE EXPERT POUR L'ENSEMBLE DES SITES
DE LA CCI DU VAR**

**LOT 2 : PRESTATIONS DE GEOMETRE EXPERT POUR LES SITES
DE LA CCI DU VAR**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

Le présent CCTP comprend 11 feuillets numérotés de 1 à 11

1	CONTEXTE GENERAL	3
2	CONTENU DE MISSION	3
2.1	- OBJET DU PRESENT CCTP	3
2.2	- ELEMENTS DE MISSION	3
3	LIEUX DES INSTALLATIONS ET CONTRAINTES DES SITES	3
3.1	PRESENTATION DES SITES	3
3.2	CONTRAINTES	4
3.2.1	Contraintes réglementaires liées aux sites portuaires	4
3.2.2	Contraintes administratives	4
4	CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	4
4.1	REUNION DE CADRAGE DE L'ACCORD-CADRE	4
4.2	REUNION DE DEMARRAGE D'UNE PRESTATION	4
4.3	ELEMENTS A FOURNIR POUR CHAQUE COMMANDE ET MODALITES DE VERIFICATION	5
4.4	PRESENTATION DES DOCUMENTS	5
4.5	DELAIS DE MISSIONS	5
4.5.1	Délais de base	5
4.5.2	Délais de missions d'urgence	6
5	DESCRIPTIF DES PRESTATIONS	6
5.1	DEMARCHES ADMINISTRATIVES	6
5.2	PLANS ET ETAT PARCELLAIRES	6
5.3	DIVISIONS DE PROPRIETE	6
5.4	RELEVÉ DE FAÇADE ET RELEVÉ D'INTERIEUR	7
5.4.1	Relevé de façade	8
5.4.2	Relevé d'intérieur	8
5.4.3	Mise à jour ou modification de plans de relevé	8
5.5	BORNAGE, RECONNAISSANCE DES LIMITES	8
5.6	DELIMITATIONS	9
5.7	PLANS DE VENTE DE LOTS	9
5.8	CONCORDANCE CADASTRALE	9
5.9	SERVITUDES ATTACHEES A LA PROPRIETE	10
6	SYSTEME DE BASE ET POLYGONATION	10
6.1	GEO-REFERENCEMENT	10
6.2	UNITES DES RELEVES	10
6.3	PRECISION DES RELEVES	10
6.3.1	Densité de points	10
6.3.2	Précision des points	10
6.3.3	Relevés contradictoires	11
7	PROPRIETE DU DESSIN	11
7.1	CALQUES DES PLANS	11
7.2	BLOCS OU ELEMENTS CARACTERISTIQUES DU DESSIN	11
8	REFERENCES REGLEMENTAIRES	11

1 CONTEXTE GENERAL

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var dispose d'un patrimoine propre.

La CCI du Var est par ailleurs gestionnaire d'une concession portuaire dont le concédant est la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) pour l'exploitation du Port de commerce.

En outre, la CCI du Var intervient également sur des biens dont elle dispose contractuellement pour l'exercice de ses missions.

Dans le cadre de ses activités la CCI du Var est amenée à produire des études sur des biens fonciers construits ou non construits en vue de leur acquisition, cession, réhabilitation ou de leur réaménagement.

C'est dans ce cadre que la CCI du Var souhaite s'adjoindre les services d'un prestataire en charge de la réalisation de missions de géomètre-expert.

2 CONTENU DE MISSION

2.1 - OBJET DU PRESENT CCTP

L'accord-cadre régi par le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) est un accord-cadre relatif à des prestations de géomètre-expert destinées à couvrir les besoins de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var dans le cadre de ses activités.

L'ensemble de ces prestations peut concerner des biens fonciers construits ou non construits.

Le présent CCTP a pour objet de préciser le contenu des missions confiées aux prestataires dans le cadre de l'accord-cadre.

2.2 - ELEMENTS DE MISSION

Les missions confiées aux titulaires sont décrites à l'article 5 du présent CCTP. Il s'agit des missions relevant de la loi du 7 mai 1946 ainsi que les missions préparatoires à un acte notarié difficilement dissociables. Ces prestations portent sur des missions foncières, missions parcellaires et diverses missions relevant de l'objet, en particulier :

Prestations de géomètre expert :

- Travaux de préparation
- Plans et états parcellaires
- Division de propriété
- Bornage et reconnaissance des limites
- Délimitations
- Plans de vente de lots
- Concordance cadastrale
- Servitudes attachées à la parcelle

3 LIEUX DES INSTALLATIONS ET CONTRAINTES DES SITES

3.1 PRESENTATION DES SITES.

Prestations de géomètre expert :

- Hôtel consulaire – Siège (Toulon)
- Le Palais du Commerce et de la Mer (Toulon)
- Bâtiment Les Régates (Toulon)
- Campus de la GRANDE TOURRACHE (ZI Toulon Est Var)

- Hangars Ateliers Relais (ZI Toulon Est Var)
- Local Centre Vie de la Bastide Verte (ZI Toulon Est Var)
- Parc d'Activités du Plateau de SIGNES (Signes Var)
- Bâtiment de SIX-FOURS (Six Fours les plages Var)
- Bâtiment de St RAPHAËL
- Bâtiment de DRAGUIGNAN
- Bâtiment de BRIGNOLES
- Le port de commerce :
 - Port de Toulon Côte d'Azur (Toulon - Var) - Ce site accueille entre autres les ferrys en direction de la Corse et de l'Afrique du Nord, ainsi que des bateaux de croisières.
 - Z.I.P. de Brégaillon (La Seyne sur Mer – Var) / Zone terminal Commerce - L'activité principale de ce port est le fret de marchandise. Les quais sont aussi utilisés pour du stockage, du déchargement et chargement des matériaux. Le site de Brégaillon accueille aussi des activités commerciales avec des entreprises présentes sur le site.
 - Le Môle d'Armement (La Seyne sur Mer – Var) - Ce site a pour principale activité l'accueil de bateaux de croisière et de yachts.

Cette liste pourra être modifiée le cas échéant par l'ajout ou la suppression de sites sans que le titulaire ne puisse le contester.

3.2 CONTRAINTES

3.2.1 Contraintes réglementaires liées aux sites portuaires

L'activité des sites sera prioritaire par rapport aux prestations à effectuer. Les contraintes sont stipulées au articles 18.1 et 18.3 du CCAP.

L'entrepreneur doit avoir pris en compte l'ensemble de ces contraintes pour l'organisation de son chantier dans le cadre du délai contractuel.

3.2.2 Contraintes administratives

Afin de réaliser les différentes missions qui lui seront confiées, le titulaire s'occupera d'effectuer les différentes démarches auprès des administrations concernées, dans le respect des délais convenus au présent cahier des charges.

4 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

En raison de la typologie des prestations et de l'importance des dossiers traités, une grande disponibilité et une forte réactivité des titulaires sont requises. Il s'agit d'un des éléments clé de la qualité de l'assistance et de l'expertise fournies par les prestataires.

4.1 REUNION DE CADRAGE DE L'ACCORD-CADRE

Après notification de l'accord-cadre, la CCI du Var organisera une réunion avec le titulaire afin de préciser certains points de l'accord-cadre comme les conditions d'accès aux infrastructures portuaires (démarches à suivre pour les autorisations d'accès, ...).

Les frais inhérents à l'organisation de cette réunion seront à la charge du titulaire de l'accord.

4.2 REUNION DE DEMARRAGE D'UNE PRESTATION

Dans le cadre de la transmission des bons de commandes et afin de définir les prestations à exécuter, un rendez-vous sur site pourra être organisé avec le prestataire.

Tous les frais inhérents à l'organisation de ces différents rendez-vous sont réputés compris dans la série de prix correspondants.

4.3 ELEMENTS A FOURNIR POUR CHAQUE COMMANDE ET MODALITES DE VERIFICATION

Le titulaire de l'accord-cadre devra remettre dans un premier temps un plan provisoire, au format informatique .dwg et/ou format pdf soumis à la validation de la CCI du Var.

La CCI du Var se réservera donc le droit de vérifier le plan et les informations présentes dans ce dernier.

4.4 PRESENTATION DES DOCUMENTS

L'ensemble des documents produits par le titulaire sera rédigé en langue française.

Selon la prestation à exécuter, les titulaires pourront être amenés à soumettre à la validation de la CCI du Var tout document nécessaire à l'exécution de la prestation.

Après exécution de la prestation le titulaire de l'accord-cadre devra remettre à la fin de chacune des missions qui lui seront demandées les documents suivants :

- Deux exemplaires papiers des plans au format indiqué lors de la commande (un original et un reproductible).
- Le cas échéant à la demande du maître de la CCI du Var, un dossier de reportage photos permettant de fournir à la CCI du Var des informations visuelles et complémentaires pour mieux localiser et comprendre certains éléments.
- Par voie électronique essentiellement, et par support informatique type clé USB en cas de fichier volumineux, les différents documents papier au format numérique :
 - o Les plans au format pdf et dwg (enregistré en AutoCad),
 - o Les plans et documents texte-au format pdf,
 - o Le dossier de reportage photographique, vidéo aux formats adaptés.

Le support informatique sera contrôlé de tous virus et vérifié de tous secteurs endommagés.

4.5 DELAIS DE MISSIONS

4.5.1 Délais de base

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à réaliser les prestations demandées dans les délais stipulés ci-dessous sauf délais relatifs aux retours administratifs des autorités et autres ne dépendant pas du prestataire :

Prestations	Délais de base
Plans et états parcellaires	2 semaines
Etablissement d'un plan et état parcellaire	
Servitudes attachées à la parcelle	3 semaines
Analyse, matérialisation ou création d'une servitude	
Division de propriété	2 semaines
Comprenant : Fourniture et implantation des bornes + Fourniture et établissement d'un plan de division / dépôt d'une DP + fourniture et pose d'un panneau affichant la DP	
Travaux de relevé d'intérieur et de façade	
Relevé d'intérieur y.c. traitement informatique	4 semaines
Relevé de façade y.c. traitement informatique	4 semaines
Bornage, reconnaissance des limites	4 semaines
Comprenant : Fourniture et implantation des bornes + Fourniture d'un plan et d'un PV de bornage par un géomètre expert	
Délimitations	4 semaines

Comprenant : Fourniture et matérialisations diverses des limites + Fourniture d'un plan et d'un PV de bornage par un géomètre expert	
Plans de vente de lots	1 semaines
Fourniture d'un plan de vente de lots	
Concordance cadastrale	2 semaines
Recherche et identification des propriétaires successifs par parcelle	

4.5.2 Délais de missions d'urgence

Il pourra être demandé au prestataire pour des missions spécifiques un délai plus contraint et tout particulièrement pour les missions de bornage contradictoire. A ce titre, le prestataire devra réaliser cette prestation dans un délai maximum de 20 jours calendaires.

5 DESCRIPTIF DES PRESTATIONS

Dans le cadre de ses missions et de la réalisation des prestations décrites ci-après, le titulaire devra réaliser toutes démarches réglementaires et législatives applicable en la matière, nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Un forfait de déplacement pour les prestations énoncées ci-dessous est prévu dans le BPU propre à chaque lot.

5.1 DEMARCHES ADMINISTRATIVES

Le prestataire sera tenu d'obtenir nécessairement les autorisations et les DICT auprès des concessionnaires.

5.2 PLANS ET ETAT PARCELLAIRES

La mission consiste à réaliser les plans parcellaires nécessaires aux études et travaux qui fixent les limites des biens fonciers (loi du 7 mai 1946).

Le plan parcellaire est établi à partir des plans cadastraux ramenés à une même échelle et mentionnant, outre les limites, les références cadastrales (communes, section, lieudit, n° de parcelle), et l'immatriculation des lots de propriété.

A partir des références cadastrales, l'état parcellaire comprend la recherche des données et la rédaction d'un état.

Il est complété, à la demande, d'une enquête auprès des hypothèques, notaires et propriétaires pour la détermination des propriétaires réels et des ayant droits, recherche des locataires ou exploitants.

A savoir (liste non exhaustive) :

- définir le périmètre de l'opération avec la CCI du Var ;
- dresser l'inventaire des propriétés concernées, rechercher les titulaires de droits réels ;
- en fonction de la mission, analyser les éléments matériels et juridiques de présomption concernant la définition des limites ;
- établir le plan parcellaire ;
- établir l'état parcellaire, sous forme de tableau, qui comporte notamment l'identité des titulaires de droits réels auxquels sont affectés un numéro d'ordre, les références cadastrales des parcelles concernées avec les superficies mesurées et/ou contenances cadastrales impactées par le projet et le surplus ;
- inscrire sur le plan, pour chaque parcelle, les références cadastrales et le numéro d'ordre renvoyant à l'état parcellaire.

5.3 DIVISIONS DE PROPRIETE

La division de propriété consiste à morceler une propriété en vue d'obtenir plusieurs entités distinctes.

La mission du géomètre consistera à évaluer la faisabilité de la division, à expliquer les étapes nécessaires à la constitution du dossier puis à réaliser la division.

Etude préalable du projet de division :

- enregistrer le dossier dans le portail GEOFONCIER dès confirmation de la commande ;
- examiner le ou les titre(s) de propriété (identité des propriétaires, désignation du bien, servitudes, plans de bornage annexé) ;
- étudier la situation du terrain au regard de la réglementation d'urbanisme ;
- étudier la destination future des terrains (constructibilité, aménagement, boisement, incidence hydraulique, etc.)
- consulter le portail GEOFONCIER (édition du rapport de consultation) ;
- signaler au maître d'ouvrage toute contrainte sous-jacente à la division ;
- recenser les servitudes existantes et/ou susceptibles d'être créées par la division ;
- si nécessaire, établir le dossier d'autorisation d'urbanisme ;
- si besoin, effectuer auprès de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier la demande préalable d'autorisation de division d'une parcelle remembrée depuis moins de dix ans.

Réalisation de la division :

- effectuer les opérations de terrain (mesurage, matérialisation de la division, repérage de contrôle et géoréférencement) ;
- procéder au bornage et/ou à la détermination des limites divisaires, y compris en chacune de ses extrémités (aboutissants), et éventuellement des limites périmétriques concernées par la division ;
- en cas de création d'un terrain à bâtir, procéder au bornage et/ou à la détermination de toutes les limites de ce terrain ;
- demander, si nécessaire, un arrêté individuel d'alignement ;
- dresser un plan régulier ;
- reporter, si besoin, les servitudes anciennes et nouvelles et leur assiette éventuelle ;
- rédiger le descriptif du terrain à bâtir ;
- procéder si nécessaire au dépôt d'une déclaration préalable avant division. Il sera donné pouvoir et mandat au géomètre pour entreprendre les démarches auprès des services administratifs concernés
- établir le Document Modificatif du Parcellaire Cadastral (DMPC) numérique ;
- enregistrer le plan de division et les actes fonciers dressés dans le cadre de la mission dans le portail GEOFONCIER ;
- enregistrer le fichier dans le portail GEOFONCIER.
- fourniture, rédaction et pose si nécessaire du panneau d'affichage réglementaire relatif à la Déclaration préalable après obtention de l'arrêté de non-opposition à la déclaration préalable

5.4 RELEVÉ DE FAÇADE ET RELEVÉ D'INTERIEUR

Cette prestation consiste à établir des plans de façade et des plans d'intérieurs des infrastructures bâtis.

Chaque plan de niveau fera l'objet d'un fichier spécifique. Les fichiers des différents niveaux de bâtiments seront superposables. Ils seront dotés du même point de référence.

Ces plans comporteront également les couches suivantes :

- le contour de la Surface de Plancher de l'étage (polygone fermé avec association d'un attribut et d'un numéro) ;
- les contours intérieurs de tous les locaux permettant de déterminer la surface utile ;
- la dénomination des locaux ;
- la superficie de chaque local ;
- la hauteur sous plafond (HSP), sous faux-plafond (HSFP) et sous poutres des locaux.

Afin d'éviter toute erreur de lecture par suite d'agrandissements ou de réductions des documents papier, le plan fera paraître systématiquement une échelle graphique. Il sera diffusé au maître d'ouvrage en format dwg et pdf.

5.4.1 Relevé de façade

La mission consiste à établir un plan de façade de chaque bâtiment comprenant notamment :

- les lignes principales, les arrêtes des bâtiments et des toitures (faîtage) ;
- les décrochements de façades ;
- les relevés de modénatures ;
- les encadrements des ouvertures (seuil d'entrées, bandeaux, linteaux, appuis de fenêtres) ;
- le type d'ouvrant, les châssis vitrés ;
- les soubassements, les chéneaux et gouttières + descente d'eaux pluviales ;
- les conduits de fumée ou de ventilations ;
- calcul et report sur plan au 1/100 ou 1/50 ;

5.4.2 Relevé d'intérieur

La mission consiste à établir un plan de relevé d'intérieur comprenant les relevés par local (y compris les vides sanitaires accessibles, les sous-sols, les terrasses accessibles et greniers) des éléments suivants :

- des structures porteuses visibles et cloisonnements ;
- des poutres apparentes, des soffites et brisis ;
- des ouvertures intérieures et de façade ;
- des menuiseries diverses, portes, fenêtres, vasistas et lanterneaux (dimensions des ouvertures extérieures et intérieures + sens et type d'ouverture) ;
- les ascenseurs, escaliers et trémies diverses ;
- la localisation des réseaux verticaux et horizontaux existants ;
- l'emplacement de certains équipements fixes (sanitaires, paillasses, placards, conduites d'évacuation d'eaux usées et eau potable, radiateurs, gaines de ventilations) ;
- toutes les cotes, cotes de détails, cotes générales, épaisseur des murs et cloisons, hauteur sous plafond, sous poutre, sous faux plafond ;
- en fonction des besoins les éléments suivants pourront être ajoutés : les mobiliers, les dimensions et surfaces de vitrages, les natures de sol (béton, moquette, parquets, carrelage...) ;
- le calcul des surfaces des pièces en surface utile et surface de plancher et report sur plan au 1/100 ou 1/50
- les rattachements NGF.

Il sera également exigé une coupe au choix du titulaire ainsi que tout détail permettant la bonne compréhension des plans.

Les données devront être réparties en couches de sorte à ne nécessiter qu'un minimum d'interventions pour l'exploitation ultérieure des fichiers.

5.4.3 Mise à jour ou modification de plans de relevé

A la demande du maître d'ouvrage, il pourra être demandé au prestataire une mise à jour ou modification des plans réalisés dans le cadre des missions décrites ci-dessus.

Cette mise à jour ou modification comprendra le relevé sur site si nécessaire ou sur information communiquée par le maître d'ouvrage.

5.5 BORNAGE, RECONNAISSANCE DES LIMITES

Le bornage est l'opération qui a pour effet de définir juridiquement et de matérialiser sur le terrain les limites des propriétés privées contiguës, appartenant ou destinées à appartenir à des propriétaires différents. Cette opération pourra également concerner les parcelles du domaine public maritime (AOT).

La fixation de la limite de propriété peut résulter :

- d'un accord entre propriétaires ;
- d'une décision de justice.

Il conviendra en premier lieu de définir la mission avec le maître d'ouvrage. A savoir :

Opérations d'instruction :

Les travaux préparatoires comprendront :

- la recherche, le dépouillement, l'analyse des titres de propriétés et autres documents,
- la reprise des plans et données fournis par le maître d'ouvrage,
- la reprise des éléments fournis par les autres parties.

Opérations techniques :

- procéder à la recherche, à la reconnaissance et au contrôle des bornes ou repères existants ;
- effectuer un relevé préalable si nécessaire ;
- proposer au maître d'ouvrage un projet de bornage avec définition des limites ;
- recueillir l'accord des parties ;
- matérialiser les limites par des bornes ou repères en présence des parties au cours d'une réunion organisée par le géomètre ;
- effectuer le repérage de contrôle et le géoréférencement ;
- établir le plan régulier.

Opérations de conservation :

- rédiger le procès-verbal de bornage contradictoire ;
- recueillir la signature des parties sur le procès-verbal de bornage contradictoire ;
- rédiger, le cas échéant, le (ou les) procès-verbal de carence si tout ou partie du bornage n'a pas abouti ;
- adresser à chaque propriétaire un exemplaire papier signé + fichier numérique DWG au maître d'ouvrage et une copie conforme à toutes les parties signataires du PV contradictoire et du PV de carence ;
- enregistrer le procès-verbal incluant le plan de bornage dans le portail GEOFONCIER ;
- enregistrer le fichier dans le portail GEOFONCIER.

5.6 DELIMITATIONS

La délimitation est un acte unilatéral, non contradictoire. L'étude des titres des riverains concernés est toutefois obligatoire, afin de préserver le droit des tiers.

L'opération de délimitation consistera :

- à établir un projet de délimitation
- à mettre en place la limite par matérialisations diverses : implantation de spits, de piquets bois, de points, peinture, ...
- à fournir un plan de délimitation en deux exemplaires + fichier dwg et pdf

5.7 PLANS DE VENTE DE LOTS

Ces prestations portent sur l'établissement des plans de vente des terrains ou de bâtiments cédés par la CCI du Var dans le cadre de ses missions. Le plan de vente comprend notamment :

- l'échelle,
- les limites du/des lot(s),
- les références cadastrales des parcelles concernées,
- Les superficies des parcelles
- le plan parcellaire et le plan du bâti superposés.

5.8 CONCORDANCE CADASTRALE

La mission consiste à identifier l'évolution dans le temps de la consistance de la parcelle et des propriétaires successifs.

Approche méthodologique :

- consulter les archives pouvant être détenues par le propriétaire, le géomètre-expert local, la mairie, le service du cadastre, les archives départementales, en vue de l'identification des parcelles ou des propriétaires, les notaires... ;
- consulter le portail GEOFONCIER ;
- consulter les états de sections, matrices cadastrales, anciens plans, extrait de propriété, actes successifs, dans le cadre du suivi des mutations ;
- procéder à l'analyse graphique entre l'ancien et le nouveau plan pour comparer les parcelles ;
- contrôler les contenances ;
- rédiger un rapport et établir une attestation de correspondance certifiée, datée et signée.

5.9 SERVITUDES ATTACHEES A LA PROPRIETE

Ces prestations portent sur l'analyse de servitudes existantes ou à créer.

L'établissement d'un plan de servitude, qu'elle soit d'ordre privé ou administrative, comprend les étapes suivantes :

- visiter les lieux ;
- analyser les titres de propriété des fonds servant et dominant ;
- vérifier la concordance des lieux et des titres ;
- rechercher d'autres éléments (factures, photographies, témoins...) permettant d'établir la chronologie des faits et donc les éventuelles prescriptions acquiesitives ou extinctives ;
- analyser les servitudes créées par la division du fonds ;
- rédiger une désignation et établir un plan récapitulatif.
- procéder le cas échéant à l'établissement d'un rapport d'analyse de servitudes avec ses annexes

6 SYSTEME DE BASE ET POLYGONATION

6.1 GEO-REFERENCEMENT

Les relevés devront être géo-référencé selon les systèmes suivants :

- RGF93 CC43 (zone 2) en planimétrie,
- NGF-IGN altitudes normales en altimétrie.

Tous les points levés seront définis en X, Y, Z.

Les stations de polygonations devront être espacées d'environ 200m maximum.

6.2 UNITES DES RELEVES

L'unité du dessin en version numérique devra être le mètre.

6.3 PRECISION DES RELEVES

6.3.1 Densité de points

La densité de points devra être suffisante pour permettre une interprétation aussi exacte que possible du relief en relation avec l'échelle choisie.

De manière générale, les échelles possibles des plans topographiques seront au 1/200^{ème} ou 1/500^{ème}.

L'échelle des plans de façades et bâtiments seront généralement au 1/50^{ème}.

6.3.2 Précision des points

Les plans de relevés topographiques devront être effectués avec une précision de 0.02m, en planimétrie ou en altimétrie, selon la demande du maître d'ouvrage.

Conformément au décret DT/DICT, le titulaire de l'accord-cadre devra, dans le cadre des travaux de récolement, fournir un plan avec la classe de précision A au maître d'ouvrage.

6.3.3 Relevés contradictoires

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, après réception des plans provisoires, de contrôler sur place, à l'aide du matériel qui est à sa disposition, des relevés contradictoires en présence d'un représentant du titulaire de l'accord-cadre.

7 PROPRIETE DU DESSIN

Afin de créer un ensemble cohérent et uniforme de plan, le maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire de l'accord-cadre un gabarit au format AutoCad « .dwg » dans lequel les calques seront déjà définis.

Le titulaire devra alors effectuer les différentes missions prévues en respectant le gabarit de plan mis à disposition.

7.1 CALQUES DES PLANS

Le titulaire de l'accord-cadre pourra soumettre au maître d'ouvrage des modifications (ajouts ou modifications de calques) de ce gabarit, qui devra être validé au préalable. Les modifications apportées devront être prises en compte dans l'ensemble des plans, même ceux effectués avant la demande de modification du gabarit.

7.2 BLOCS OU ELEMENTS CARACTERISTIQUES DU DESSIN

La symbolisation des différents éléments caractéristiques des réseaux (regards, chambres de tirage, bouches à clé, etc.) sera libre. Le titulaire fournira une légende complète des différents éléments caractéristiques, qui sera alors validée par le maître d'ouvrage et qui devra rester identique dans l'ensemble des plans qu'il remettra au maître d'ouvrage pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

8 REFERENCES REGLEMENTAIRES

Les prestations, objet du présent accord-cadre, tiennent compte des stipulations, lois, décrets, ordonnances, circulaires, normes françaises, normes européennes, documents techniques unifiés, etc., applicables auxdites prestations, ainsi qu'aux règles de l'Art.